

La filière caprine, tous bras ouverts

La filière chèvre se porte bien et recrute. Invités à Melle, le 2 décembre, pour la journée régionale de l'installation caprine, les porteurs de projet et étudiants ont découvert les nombreuses portes d'entrée de la production, par l'installation ou le salariat.

par Marie Giraud
Agri 79



Magalie Gravier et Johann Magneron, avec leur apprenti, Ethan, fils de céréalier, et passionné par les chèvres.

Dans une autre vie professionnelle, Monica était technicienne de laboratoire. Elle est désormais salariée en élevage caprin, dans la Vienne, et peaufine son projet d'installation. Vendredi 2 décembre, elle arpente les couloirs du lycée agricole de Melle, comme 130 autres porteurs de projets et étudiants, à l'occasion de la journée de l'installation caprine, organisée par l'interprofession Brilac. « Je souhaite m'installer, à terme. J'assiste à la journée pour prendre des informations et des conseils techniques. Je me rends compte qu'il me faut mûrir mon projet et mon expérience. » Organisée tous les deux ans,

successivement à Melle et Montmorillon, la rencontre régionale sur l'installation caprine a vocation à réunir les acteurs de la filière et les cibles potentielles de l'élevage caprin. De futurs éleveurs, mais aussi de futurs salariés.

Prendre conscience de la réalité

Présentée à l'auditoire, une enquête menée auprès de 136 étudiants agricoles (Melle, Venours et Limoges) révèle que 63 % des sondés considèrent

l'élevage caprin attrayant et que 40 % y envisagent une installation. Le métier est perçu comme exigeant en temps de travail et en technicité, mais pas en pénibilité. Le retour en grâce des projets avec vente du lait à la laiterie est un élément nouveau, alors que les projets des nouveaux installés étaient portés vers la transformation ces dernières années. « Les critères évoluent, constatent Jean-Marc Ressegand, vice-président de Terra Lacta et Laurent Chupin, directeur de l'Association

centrale des laiteries. La question de l'astreinte entre désormais dans l'équation des porteurs de projet, un message que la filière porte depuis longtemps. On remarque aussi un intérêt croissant pour l'association. C'est un métier de passion, mais qui ne doit pas épuiser ». Les professionnels aguerris sont là pour témoigner de la réalité de la production, comme Jean-Frédéric Granger, éleveur fromager à Celle-Lévescault (86), qui alerte sur le calibrage du travail par UMO.

L'autre point d'achoppement que regrette Mickaël Lamy, président du Brilac, est le faible niveau de rémunération envisagé par les futurs installés. « Les éleveurs caprins ne doivent pas minorer leur ambition de revenu. Notre métier doit être aussi rémunérateur que les catégories socio-professionnelles équivalentes des autres secteurs ».

Trouver son exploitation

Clin d'œil aux précédentes éditions, deux anciens porteurs de projet étaient venus témoigner auprès du public. Audrey Pelletier, aujourd'hui installée en Gaec à Niort, était présente à Melle, en décembre 2017.

« J'étais venue avec un cédant dont je devais reprendre l'exploitation, mais le projet n'avait pas abouti. Néanmoins, la journée m'avait aidé à fixer mes critères d'installation ».

Olivier Billaud avait aussi participé en 2017. Il cherchait une exploitation à reprendre et avait rencontré son cédant. Son témoignage a été diffusé à l'assistance. Olivier est associé depuis 2020 en Gaec à Mazières-en-Gâtine, avec 180 ha, une production de gibier et 210 chèvres. Il a intégré l'exploitation en 2018, pour un an et demi de parrainage. « Mes prédécesseurs ont eu la volonté de transmettre leur outil, et ont toujours accueilli des jeunes sur l'exploitation. Le parrainage est un bon moyen de tester l'entente au travail et monter les projets en amont ».

Pour Mickaël Lamy, la filière offre beaucoup d'opportunités par la diversité de ses systèmes et de larges débouchés. « Une journée comme celle-ci permet de confronter son projet avec le possible et comprendre le contexte, aux OPA de donner des repères pour les projets et aux laiteries de témoigner de leurs besoins ».

Arboriculture: s'adapter aux nouvelles doses

Par Elisabeth Hersand
ehersand@vienne-rurale.fr

Il y a quelques jours, les agriculteurs membres du groupe Dephy Pommes en Vienne et Deux-Sèvres ont participé à Mignaloux-Beauvoir à une journée technique proposée par le centre technique interprofessionnel des fruits et légumes. Cette structure qui accompagne les professionnels vers une production durable tout en satisfaisant les demandes des consommateurs intervenait ce jour-là sur la conduite des vergers et l'adaptation de la dose appliquée au volume foliaire. « Les doses recommandées de traitement sont actuellement exprimées par hectare, et c'est en train d'évoluer. Bientôt, ce sera en LWA (NDLR: Leaf Wall Area), c'est-à-dire en prenant en compte le volume de surface foliaire » explique Laurent Roche. Cet ingénieur du CITFL de Bergerac, responsable des systèmes



Une vingtaine d'arboriculteurs ou salariés ont participé à la journée technique.

de conduite des arbres, ajoute que seuls les nouveaux produits sont pour l'instant concernés, et qu'il va y avoir une période de transition. « Mais c'est important d'en parler, car les arboriculteurs ne savent pas forcément le calculer ». Une évolution qui va permettre une prise en compte de

l'évolution de la végétation au fil des saisons, mais aussi de l'âge des arbres, et qui induira forcément des baisses de préconisation. Florence Verpon, ingénieure au CITFL, en charge des techniques d'application des produits phytosanitaires sur les vergers conseille quant à elle les arboriculteurs



L'après-midi, plusieurs visites d'exploitations étaient proposées. Ici le Gaec Fruchard, à Jazeneuil.

Terre Atlantique renforce ses filières

À La Rochelle le 2 décembre, à l'occasion de son assemblée générale, la coopérative Terre Atlantique (155,6 millions d'euros de CA 2022 pour 1,439 million d'euros de résultat net, 114 salariés, siège à St-Jean-d'Y) a présenté le renforcement de ses démarches de filières. L'année a été marquée par les virus (Covid

et cyber), la chute des volumes en raison de la sécheresse et la hausse des cours. La coopérative annonce un rendement de céréales 340 000 tonnes contre 300 000 en 2021 et 260.000 tonnes prévues en 2022-2023. Terre Atlantique a investi 2,3 millions d'euros dans ses 5 magasins Gamm vert (6,5 millions d'euros de CA, résultat net de plus de 120 000 euros).

sur les pratiques plus performantes en évitant la dérive. « C'est un enjeu capital. D'ici 2024, un dispositif de note va être mis en place sur les machines, comme ce qui se fait

déjà sur l'électroménager. » Et d'évoquer des techniques comme la micro-injection, l'aspersion, la pulvérisation fixe, mais aussi l'application par drone.